



La santé sous-traitée !



Notre système de santé est fragilisé par des décennies de sous-financement. L'hôpital est en ruine. Les soignants hurlent leur désespoir et leur impossibilité à travailler en mode non dégradé permanent.

Les patients, de façon qui n'est plus accidentelle, meurent ici ou là faute de soins, chez eux, sur la route qui les mènent à l'hôpital ou encore à l'hôpital même, parfois sur un brancard. Les médicaments, pourtant vitaux, viennent à manquer.

Malgré ce triste constat, le nouveau gouvernement Attal supprime le ministre de la Santé de plein exercice sous-traitée au Travail, alors même que la santé était déclarée il y a peu priorité nationale par le Président de la République. La prévention a disparu !

Cela confirme la volonté d'aller encore plus loin dans l'étouffement de nos services publics de santé, poursuivant la privatisation tel que le lui suggère d'ailleurs l'Union européenne. Avec l'Éducation Nationale rattachée au sport, cela dit clairement ce que sera le programme de ce futur exécutif dans les mois qui viennent.

Mais, alors, jusqu'où est prêt à aller le président de la République dans le reniement des missions pourtant fondamentales de la République notamment ici l'accès aux soins pour toutes et tous ? Dans quel abandon à leur sort entend-il laisser une grande partie des Français confrontés à l'isolement et à la désertification ?

Il faut amplifier la mobilisation avec les comités de défense des hôpitaux, avec la population, pour la reconstruction d'un service de prévention et de soins dans notre pays.

Le manque de professionnels de santé ne peut être une excuse quand rien n'est fait pour garder ceux que l'on a, ni pour en former en nombre. Il faudrait les salarier pendant leurs études en échange d'un engagement de service public afin de fournir à toutes les structures sanitaires, dans tous les territoires, des personnels nécessaires.

Il faut rouvrir des lits, des services, donner aux hôpitaux les moyens financiers de leur fonctionnement, créer un service public de soins de premiers recours autour de centres de santé, et assurer une prise en charge des soins à 100% par la Sécurité Sociale.

Il y a deux jours Gabriel Attal en visite au CHU de Dijon, accompagné de la ministre du Travail qui prendra en charge la santé quand elle aura un peu de temps, a sorti de son chapeau 32 Milliards pour la santé. Mais il a oublié de préciser qu'il n'y avait rien de nouveau sous le soleil, que cette somme avait déjà été budgétée et qu'il ne s'agissait nullement d'un financement supplémentaire !

Et si l'on parlait des promesses jamais tenues...

15 Janvier 2024